

Covid-19 (France) : Quelques éléments sur la situation sanitaire

dimanche 15 novembre 2020, par [NPA \(commission Santé Sécu Social\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2020).

Les déclarations de Castex le 12 novembre confortent l'image d'un pouvoir désespéré face à la remontée d'une épidémie qui reste hors de contrôle.

Sommaire

- [Vivre avec le virus ?](#)
- [Préparer le déconfinement](#)
- [Pour une politique de santé](#)
- [Dans les hôpitaux alerte rouge](#)
- [Fédérer les colères](#)

L'échec de la prétendue « stratégie » de Macron est patent et le discrédit de l'exécutif s'aggrave. Celui-ci est incapable de proposer, face à l'exaspération et la colère montantes, autre chose que le renforcement des mesures de privations de libertés, de contrôles et de sanctions, incohérentes, incompréhensibles et à l'efficacité problématique.

Vivre avec le virus ?

Castex laisse tout juste entrevoir, à celles et ceux qui sauraient se montrer dociles, la récompense d'une « permission » de quelques jours au moment de Noël. Les propos du Premier ministre, osant affirmer que « les soignants ne nous demandent pas d'augmenter le nombre de lits de réanimation » alors que des avions doivent décoller chaque jour pour transférer des malades d'une région à une autre, font scandale.

La stratégie dite de « vivre avec le virus » réaffirmée par Macron, consiste en fait à accompagner l'épidémie pour faire tourner la « machine à cash », tout en donnant suivant l'expression présidentielle un « coup de frein brutal aux contaminations » quand le système de santé est débordé.

Ce « stop and go » est devenu avec la « deuxième vague » encore plus illisible et absurde. Le pouvoir, pour reprendre la métaphore présidentielle, appuie en même temps sur l'accélérateur et sur le frein. Il laisse ouvertes grandes les vannes de la contagion en entreprise et à l'école, tandis qu'il ferme les lieux de détente et de loisir au nom des exigences sanitaires.

Préparer le déconfinement

De plus, aucune stratégie de santé publique ne prépare davantage la sortie de ce confinement que ce ne fut le cas au printemps. Dans ces conditions, il n'y a aucune raison pour que la sortie de ce

« confinement » ne débouche pas sur une troisième puis une quatrième vague...

Pour cela Il faut exiger « des moyens » pour l'hôpital (création de lits et embauche de personnel sous statut), c'est indispensable, mais à cette étape du développement de la pandémie, cela ne suffit pas. En attendant l'arrivée d'un traitement ou d'un vaccin, la seule manière d'endiguer l'épidémie réside dans une stratégie de prévention fondée non sur des mesures autoritaires liberticides et inefficaces, mais sur une politique de santé publique démocratique, fondée sur l'alliance des professionnels et de la population mobilisée. Elle repose sur deux piliers : le respect collectif des « gestes barrières » pour éviter les contamination, et le dépistage précoce et rapide des personnes contaminées et des « cas contacts », ainsi que leur isolement.

Cette stratégie n'a de fait jamais été mise en œuvre par le pouvoir qui, dans sa logique libérale et autoritaire, alterne le « laissez faire », chacunE étant individuellement responsable de sa santé, et les contraintes autoritaires, les interdictions, la surveillance et les amendes...

Pour une politique de santé publique et communautaire

Cette politique [*politique de santé publique démocratique*] a pourtant été testée et son efficacité prouvée, et depuis longtemps, par exemple en France pour lutter contre l'explosion de la tuberculose après la Première Guerre mondiale. Plus récemment , elle a été pratiquée avec succès dans des pays pauvres et au système de santé pourtant défaillant, comme au Liberia contre le virus Ebola ou en Haïti face à l'épidémie de choléra avec aussi la participation d'ONG. C'est d'ailleurs cette dernière expérience qu'évoquait R. Piarroux, aujourd'hui chef de service à la Pitié Salpêtrière, pour proposer la mise en place d'équipes « COVISAN » de terrain pour tester, remonter les cas contacts et donner les moyens d'un isolement efficace. Un projet dévoyé et avorté qui s'est transformé en « brigades téléphoniques » de la Sécurité sociale et en proposition de « traçage » avec l'application « stop Covid » dont on connaît le succès...

Dans un de ses articles pour *l'Anticapitaliste*, notre camarade F. Prouhet avait proposé l'embauche de 25 000 travailleurEs de santé communautaires, chargés de contacter, aider, informer, rencontrer les patientEs, de retrouver leurs contacts. Nous devons persévérer dans cette voie. La mise en place de l'alliance entre des professionnels de santé (apportant sur le terrain leurs connaissances et leur savoir faire) et la population qui peut ainsi s'auto-organiser pour trouver les solutions adaptées et consenties à la lutte contre l'épidémie, dans les quartiers, sur les lieux de travail, est un chaînon essentiel de notre démarche.

Dans les hôpitaux alerte rouge

La situation à l'hôpital, comme le confirment tous les témoignages et les observations de nos camarades sur le terrain, est critique et par bien des aspects plus grave que celle du printemps. Alors que le « pic » n'est toujours pas atteint, tous les signaux sont au rouge. Outre le décompte quotidien du nombre de mortEs du Covid-19, il faut aussi prendre en compte le nombre de victimes « non Covid » souffrant de pathologies lourdes (cancers, pathologies cardiaques...) qui voient leurs soins ou leur opération reportée, et leurs chances de survie amoindries.

Comme au printemps, les professionnels de santé et les personnels hospitaliers paient leur tribu en termes de contaminations, de séquelles, de traumatismes, d'épuisement.

Les équipes, souvent affaiblies par les démissions nombreuses de personnel formé et compétent, ne sont pas suffisamment renforcées, faute de volontaires car les conditions de travail sont

insupportables. La reconnaissance salariale et professionnelle n'est pas au rendez-vous. Les « renforts », auxquels on ne propose souvent que des CDD, n'affluent pas. Les étudiants infirmiers rechignent de plus en plus à sacrifier leur formation pour une indemnité d'un peu plus d'un euro de l'heure pour travailler dans des unités « Covid »... Les preuves du manque de reconnaissance pour les « héros » d'hier se multiplient. Ainsi, les 40 000 personnels du secteur social et médico social se voient toujours refuser l'augmentation de salaire de 183 euros attribuées à leurs collègues des services hospitaliers et se mobilisent. Les hospitalierEs atteints du Covid-19 qui n'ont pas été placés en réanimation se voient refuser la reconnaissance de maladie professionnelle (!) et la prise en charge de leurs soins qui en découle.

Fédérer les colères

Les colères multiples contre les conséquences sanitaires et sociales de cette crise se multiplient : soignantEs et enseignantEs qui exigent des conditions sûres et satisfaisantes pour exercer leur métier, salariéEs en lutte contre les licenciements, jeunes et précaires jetés dans la misère sans ressources et sans protection sociale, artisans et commerçants et professionnels au bord de la faillite et de la ruine.

Deux questions sont aujourd'hui centrales pour répondre à cette situation :

- l'urgence de la mobilisation qui ne saurait attendre la fin de ce « confinement » et qui peut être organisée, même si des réticences existent dans ce contexte de crise sanitaire. Si aucune initiative ne vient « d'en haut » à l'exception de la journée nationale de grève dans l'éducation nationale mardi dernier, les exemples de Toulouse (entre 3000 et 5000 personnes samedi dernier) ou de Besançon montrent les possibilités existantes d'exprimer collectivement les colères et les revendications si des initiatives sont prises, en particulier dans des cadres unitaires combinant forces syndicales, associations et partis politiques.

- l'expression large d'une politique autour de mesures d'urgence combinant revendications sur le terrain de la santé publique, contre les réponses sécuritaires, pour l'emploi et contre les licenciements, etc. L'enjeu principal reste bien de fédérer les colères en s'opposant aux tentatives de dévoiement, minimisant la gravité de la crise sanitaire et cherchant à dévoyer la colère vers des boucs émissaires, des voies que la droite et l'extrême droite cherchent aujourd'hui à exploiter.

Commission Santé Sécu Social du NPA
